



HORIZON

mars 2012

111



Edito

« Indignez-vous ! »

Chaque jour, à la télévision, dans les journaux, à la radio, nous voyons, lisons et entendons la même rengaine : il faut réduire la dette publique, réduire le déficit de l'Etat, relancer la croissance afin d'éviter le risque de contagion de la situation de la Grèce aux autres pays européens et notamment, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande car c'en sera fini de l'Euro, de la construction européenne, etc. Il faut rassurer les marchés, les investisseurs, convaincre les agences de notation... Mais qui sont ces marchés et ces investisseurs dont on parle constamment ? Ne serait-ce pas – entre autres – ces banques sauvées de la faillite par les

Etats alors qu'elles avaient investi dans les *subprimes*, les produits dérivés et vidé leurs coffres ? Ne serait-ce pas ces mêmes banques qui après avoir été renflouées à coup de milliards avec de l'argent public – c'est à dire avec l'argent de nos impôts – continuent à distribuer des dividendes considérables à leurs actionnaires et à donner des primes colossales à leurs managers ? Les marchés ce sont ces mêmes banques qui empruntent des centaines de milliards d'euros à la Banque Centrale Européenne à un taux de 1% et qui les prêtent à leur tour à la Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Espagne,

SUITE PAGE SUIVANTE

Sommaire

p.2 Commandez : *Faire société ensemble*, les actes du 7^e Congrès des associations issues de l'immigration

p.3 Le Collectif Réfugiés (LFR) s'oppose à la diminution des aides sociales pour les demandeurs de protection internationale.

p.4 Comité Spencer : dix ans déjà !

p.5 Autorisation de travail pour les citoyens roumains et bulgares

p.6 L'Association des Egyptiens au Luxembourg : « Notre première victoire : la dignité »

p.7-8 Agenda

l'Irlande à des taux qui peuvent être considérés comme des taux d'usurier. Mais où est le bon sens ? Pourquoi la BCE ne prête-t-elle pas directement aux Etats ? Certes, personne ne met en doute que certains pays doivent lutter plus efficacement contre le gaspillage, la fraude et l'évasion fiscale, mais faut-il en arriver à mettre un pays entier à genoux ? Est-ce la bonne solution ?

Pour rassurer les marchés et agences de notation, une seule recette qui comprend toujours les mêmes mesures, est proposée : augmenter l'âge de la retraite, réduire les acquis sociaux, réduire les salaires, réduire le nombre de fonctionnaires, augmenter les taxes et impôts, libéraliser, réduire la part de l'Etat dans les entreprises publiques, vendre les biens de l'Etat (...). Car il faut arriver à l'équilibre budgétaire et réduire la dette publique. Qu'importe si le chômage augmente, si, après avoir travaillé toute une

vie, des personnes se retrouvent avec des retraites de misère, qu'importe si les jeunes à l'issue de leur scolarisation se retrouvent sans emploi, qu'importe si les migrations du sud vers le nord reprennent de plus belle. Qu'importe si des milliers de jeunes s'indignent à Madrid, New York, Athènes ou encore à Berlin car pour eux il n'y a pas d'avenir, pas de travail, pas de dignité.. Qu'importe si ces mesures montrent au grand jour que la construction européenne s'est enrayée et que la solidarité entre les pays de l'Union est à repenser. Cette crise révèle la fragilité de cette Europe qui n'a pas de cohésion sociale et politique.

Ce n'est pas de cette Europe là que nous voulons. Nous ne voulons pas d'une Europe qui attise les tensions entre les populations qui la composent, qui fomentent la xénophobie et le racisme, qui creuse les écarts entre les riches qui deviennent tous les jours plus riches et ceux, la grande majorité qui ne cesse de croître, qui deviennent tous les jours plus

pauvres. Nous voulons une Europe qui met au centre de ses préoccupations la cohésion entre les peuples, la croissance économique et sociale, la démocratie, la solidarité avec les populations qui n'ont plus rien. Nous voulons une Europe qui mette au centre de ses préoccupations les Hommes et les Femmes, la justice sociale et non le capital ou les marchés.

Notre pays, le Luxembourg, n'échappe pas à cette règle : réduction des salaires, réforme des retraites. Alors que nos entreprises continuent de faire faillite, que Arcelor Mittal ferme la sidérurgie et que le chômage augmente, nous réduisons l'aide sociale pour les demandeurs de protection internationale !

Comme l'écrit Stéphane Hessel « Indignez-vous ! » si nous voulons changer de système et avoir une société où l'être humain est au centre des préoccupations.

Franco Barilozzi

Le Collectif Réfugiés (LFR) s'oppose à la diminution des aides sociales pour les demandeurs de protection internationale.

Suite au projet de règlement grand ducal visant à diminuer les aides sociales aux demandeurs de protection internationale, les associations membres du Collectif Réfugiés impliquées au quotidien dans le suivi et l'accompagnement des demandeurs de protection internationale ont décidé de s'autosaisir de la rédaction d'un avis, bien que n'ayant pas été consultées dans le cadre de la rédaction de ce projet de règlement.

Nous vous proposons un résumé de cet avis sur l'avant projet de règlement grand ducal fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une aide sociale aux demandeurs de protection internationale. Vous pouvez retrouver le texte complet sur notre site www.clae.lu.

La limitation et le retrait de l'aide sociale

Le LFR apprécie la volonté du gouvernement de proposer aux demandeurs de protection internationale de suivre des cours de langue, d'alphabétisation ou de littératie. Cependant, lier cette proposition à une condition d'octroi à l'aide sociale est contraire à la Directive « accueil » (Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres). D'autant qu'actuellement, il y a déjà un manque de places, tant à l'Institut National des Langues que dans les cours proposés par les structures conventionnées par le Ministère de l'Education Nationale – Service de l'éducation des adultes.

Enfin, menacer de retirer l'aide sociale si le demandeur de protection internationale refuse d'inscrire son enfant à l'école fondamentale est également contraire à la Directive « accueil ». Aussi, le LFR s'étonne, alors qu'il y a obligation scolaire au Luxembourg

jusque 16 ans, que le texte du projet de règlement ne prévoit que comme unique nécessité/obligation d'inscrire son enfant à l'école fondamentale. Pourrait-on en déduire que le gouvernement ne va pas se soucier de l'accès des enfants des demandeurs de protection internationale aux classes des lycées ?

Le montant de l'aide sociale

La volonté gouvernementale telle que exprimée par Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration étant de s'aligner sur les aides financées dans les pays voisins notamment la Belgique, l'alignement de cette aide est d'autant plus difficilement compréhensible qu'aucune comparaison entre ces deux pays n'est possible d'une manière aussi simpliste et sans tenir compte des niveaux de vie de ces pays respectifs. De plus, aucune comparaison n'est faite dans d'autres domaines.

A titre d'exemple, si l'allocation familiale pour un enfant est de 185,60 euros au Luxembourg, elle n'est que de 86,77 euros en Belgique. Il en est de même pour le salaire social minimum qui est de 1.801 euros au Luxembourg alors qu'il est de 1.443,54 euros en Belgique. 25 euros/mois pour un adulte en logement « pension complète », telle serait l'aide proposée aux demandeurs de protection internationale. Cette aide équivaut à moins d'un euro par jour pour vivre au Luxembourg. Ce montant est même inférieur au montant perçu par une personne retenue au Centre de rétention (3 euros par jour).

Le LFR est stupéfait de cette mesure de réduction, d'autant que d'autres restrictions (notamment liées au transport) ont déjà été introduites récemment. Le LFR se questionne sur les conditions de vie des demandeurs de protection

internationale. Comment vont-ils pouvoir assurer leur hygiène corporelle, leurs besoins médicaux (la part patient étant à leur charge), leurs besoins vestimentaires, les besoins spécifiques de leurs enfants et notamment des nourrissons ?

Si le LFR salue le fait que le montant de l'allocation pour mineurs soit dorénavant ajusté à celui des adultes, il regrette néanmoins que ce montant soit revu à la baisse.

Le service communautaire

Si le LFR salue la possibilité d'effectuer des prestations de service communautaire pour les bénéficiaires de l'aide sociale dans les structures d'hébergement, il se pose néanmoins la question du fonctionnement et du statut juridique de cette mesure tant au niveau de l'indemnité horaire (2 euros de l'heure pour une durée de 10 heures par semaine sans pouvoir dépasser 80 euros/mois), que de la couverture sociale.

L'hébergement

Au vu des événements récents, le LFR souligne l'importance de mettre, le cas échéant, des structures d'accueil d'urgence en place qui respectent la dignité humaine ainsi que la vie privée et familiale du bénéficiaire.

Si le LFR se félicite que certaines dispositions du présent projet de règlement soient plus explicites, il tient néanmoins à relever le sentiment de méfiance envers les demandeurs de protection internationale qui apparaît dans ce projet.

Avis du Collectif Réfugiés, 1^{er} février 2012

Texte complet sur www.clae.lu

COMMANDEZ : Faire société ensemble

7^e Congrès des associations issues de l'immigration 12/13 novembre 2011 à Luxembourg - Editions CLAE Services



Format 16,5 X 23,5 cm,
135 pages, reliure cousue au fil de lin,
couverture en quadrichromie.
Prix: 5 euros (frais de port compris)

Le temps d'un week-end, plus de 70 structures associatives ont examiné de manière approfondie de nombreux domaines touchant les citoyens de nationalité ou d'origine étrangère résidant au Luxembourg et ont élaboré un catalogue de propositions et de revendications afin de contribuer à la construction d'une société qui tend à réduire les différences entre les citoyens, une société sans discriminations, une société culturellement métissée, où la reconnaissance des références culturelles de chacun permet un enrichissement mutuel.

De la citoyenneté de résidence au vieillissement de la population, de la formation continue aux politiques d'asile, retrouvez dans ces documents finaux les conclusions du Congrès concernant les législations nationales et européennes. Un document élaboré dans un idéal de justice sociale, dans une société où tout citoyen devrait être acteur de

la vie sociale, culturelle, politique et économique du pays afin de définir ensemble un projet commun, de faire société ensemble.

Sommaire

- > Statut et participation des citoyens de nationalité étrangère
- > Système scolaire et universitaire
- > Pratiques culturelles et linguistiques des personnes issues de l'immigration, des personnes de nationalité étrangère et de leurs associations
- > Vie professionnelle et formation continue
- > Conditions de vie des personnes issues de l'immigration : accueil, logement, santé
- > Résolution du congrès

Pour commander l'ouvrage, il vous suffit d'effectuer un virement de la somme sur le compte chèque postal de CLAE Services asbl IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 (code BIC : CCPLULL) avec la mention : Faire société ensemble. Vous pouvez soit venir le retirer au stand du Clae au Festival, soit le recevoir ultérieurement par la poste.



Flash mob (théâtre action) sur la délinquance juvénile proposé par le Comité Spencer au 29^e Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté



PHOTOS :
MARCHE POUR LA PAIX
MARCHE BLANCHE, 2008
FÊTE MULTICULTURELLE
A BERTRANGE, 2011
© COMITÉ SPENCER

Comité Spencer : dix ans déjà !

Au début, personne ne voulait vraiment croire à l'aventure. « *Encore une association capverdienne ! Il y en a déjà tellement qui n'existent que sur papier, mais qui ne bougent pas beaucoup. Des jeunes, mais qu'est-ce qu'ils sont capables de faire ? Ce serait mieux s'ils se consacraient à leurs études au lieu de s'engager dans la vie associative.* »

Les premiers mois d'existence du Comité Spencer n'ont pas été faciles et les vingt membres à l'origine de l'association ont dû surmonter beaucoup d'obstacles. Des critiques de la part de certains leaders associatifs capverdiens, des réunions à l'improviste dans les habitations de nos membres où il fallait parfois se coincer à trente personnes dans un salon d'à peine 25 m², le manque d'expérience dans l'organisation d'événements et l'inexistence de moyens financiers pour la réalisation de projets ne sont que quelques exemples des difficultés que le Comité a rencontrées au début. Cependant, la motivation et l'endurance de ses membres étaient plus fortes que tous ces obstacles, et il a survécu à ces moments difficiles.

Le Comité Spencer a vécu un premier moment de succès lors du 20^e Festival des Migrations, qui à l'époque se dérou-

lait au Hall Victor Hugo au Limpertsberg. Le nombre des visiteurs au stand capverdien était tellement important qu'à des moments, le passage entre les stands était complètement bloqué. Cela a été un bel encouragement pour continuer nos activités. D'autres événements couronnés de succès furent les deux premières Marches Blanches ainsi que les nombreux prix d'encouragement que le Comité Spencer a reçus au début de son existence. D'autres activités se sont rajoutées et c'est en 2005, après deux journées de discussions très animées, que le Comité Spencer a décidé de transformer l'association de fait en association sans but lucratif, reconnue par les instances officielles.

Le rapport d'activités de janvier 2002 jusqu'à ce jour est tellement long qu'il remplirait toute une édition d'Horizon. Depuis 2005, le Comité Spencer est devenu actif dans le domaine d'aide au développement au Cap-Vert. Depuis la même année, il propose régulièrement des workshops sur le Cap-Vert à travers la musique et la danse, la cuisine, des ateliers interactifs et des ateliers de peinture dans les écoles fondamentales et lycées du pays ainsi que dans des foyers pour jeunes. Nombreux sont les projets que le Comité a réali-

sés avec d'autres associations capverdiennes et non capverdiennes comme par exemple des week-ends communs avec les scouts, des événements culturels, des dîners de solidarité ou des rencontres entre associations.

Depuis 2004, le Comité Spencer dispose de son propre groupe de danse, *Cabo Verde New Generation*, qui propage les danses traditionnelles et modernes du Cap-Vert. *Cabo Verde New Generation* danse régulièrement au Festival des Migrations ainsi qu'au Télévie à Diekirch. Depuis bientôt quatre ans, le Comité Spencer dispose même d'un petit local, situé au 5^e étage de la Galerie Kons, en face de la Gare Centrale. En collaboration avec l'Athénée de Luxembourg, notre asbl offre également une à deux fois par semaine des cours de rattrapage à des jeunes d'origine capverdienne.

Cependant, l'histoire du Comité Spencer n'a pas toujours été couronnée de succès et il est confronté aux mêmes problèmes que beaucoup d'associations dans ce pays connaissent actuellement : la crise du bénévolat. Le nombre de membres actifs de notre association a nettement diminué depuis le début (au lieu d'augmenter, ce qui aurait dû être la conséquence logique du succès

rencontré dans tous nos projets) et les membres sont de moins en moins disponibles. Chaque nouveau membre est accueilli à bras ouverts, mais de moins en moins de jeunes veulent s'engager dans la vie associative.

Le Comité Spencer compte actuellement vingt-cinq membres actifs, Capverdiens ou non et une vingtaine de membres sympathisants. Même si à la première lecture, cela semble être beaucoup, il faudrait une dizaine de nouveaux membres actifs pour pouvoir assumer de manière efficace tous nos projets au Luxembourg et au Cap-Vert. Le Comité ne manque pas de bonnes idées et de projets, mais il manque de jeunes de toutes origines, disponibles et flexibles, pour les réaliser. Nous lançons donc un appel à tous les lecteurs d'*Horizon* non seulement pour fêter avec nous le dixième anniversaire du Comité le 26 mai au Casino de Bonnevoie, mais également pour devenir membre actif du CS et nous aider à réaliser des projets contre le racisme et la discrimination, contre l'échec scolaire, pour une meilleure intégration des Capverdiens dans la société luxembourgeoise et contre l'exclusion sociale au Cap-Vert.

Pour plus d'information, consultez notre site www.comitespencer.lu ou envoyez un mail à henri.fischbach@education.lu

Germana Delgado Monteiro, Présidente
Henri Fischbach, Secrétaire

Autorisation de travail pour les citoyens Roumains et Bulgares

Le gouvernement a décidé du maintien, pour une dernière période de 2 ans à compter du 1er janvier 2012, les dispositions transitoires visant à imposer aux travailleurs bulgares et roumains l'obligation de disposer d'une autorisation de travail pour accéder au marché de l'emploi luxembourgeois. Cette dérogation aux principes de la libre circulation des travailleurs en provenance de Bulgarie et de Roumanie, qui est prévue par l'acte d'adhésion de 2005, avait été mise en œuvre le 6 octobre 2006 et prorogée le 4 septembre 2008.

Au vu de la situation sur le marché de l'emploi et le taux de chômage élevé, le gouvernement a estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour permettre une ouverture généralisée du marché de l'emploi en faveur des travailleurs en provenance de ces deux pays.

Cependant, les deux exceptions à cette règle générale qui avaient été introduites en janvier 2009 restent valables :

- les travailleurs salariés bulgares et roumains qui sont membre de famille d'un citoyen de l'Union européenne qui lui-même n'est pas soumis à cette autorisation, ont le droit d'accéder au marché de l'emploi sans être soumis à autorisation ;
- les étudiants bulgares et roumains qui suivent à titre principal des études au Luxembourg dans un établissement d'ensei-

gnement public ou privé agréé, sont autorisés à exercer, à titre accessoire, une activité salariée sans être soumis à l'obligation d'une autorisation de travail.

Il a également été décidé de continuer à accorder aux ressortissants des Etats membres concernés pour certains secteurs l'autorisation de travail avec bienveillance absolue, en fonction d'une procédure minimale et simplifiée, sans cependant abolir l'obligation même de l'autorisation de travail. Les secteurs visés sont ceux de l'agriculture, de la viticulture et de l'horeca. De même, pour ce qui est du secteur financier, pour les personnes ayant des qualifications spécifiques pour lesquelles existe un besoin en main-d'œuvre non satisfait sur le marché du travail, les mêmes assouplissements seront appliqués.

En outre, le gouvernement a décidé un assouplissement supplémentaire. Ainsi, s'est ajouté depuis le 1^{er} janvier 2012 une nouvelle exception à celles déjà en place depuis 2009 : les travailleurs hautement qualifiés, les chercheurs et les stagiaires pourront eux aussi bénéficier des mêmes facilitations lors de leur accès sur le marché du travail luxembourgeois.

CLAE

Samedi 17 mars, 21h
In/Out (Luxembourg)
Paulo Gonzo (Portugal)

Entrée : 25 € - prévente : 20 €
Prévente : Clae, Radio Latina,
www.e-ticket.lu
luxembourgticket.lu

Tout le week-end :
plus de 300 stands,
musiques et danses,
débats, expositions

Entrée libre

Dans le cadre du Festival



CLAE, tél (+352) 29 86 86-1

Des littératures,
des écrivains,
des éditeurs,
des libraires,
et plus...



Entrée libre

La CLAE présente
29^e Festival
des
Migrations
des
Cultures
et de la
Citoyenneté
16, 17, 18 mars 2012
LuxExpo,
Luxembourg-Kirchberg

PROGRAMME
www.clae.lu

« Notre première victoire : la dignité »

La révolution égyptienne, faisant écho au soulèvement tunisien, a débuté le 25 janvier 2011. Durant 18 jours, la population s'est mobilisée contre son président, Hosni Moubarak, jusqu'à sa chute le 11 février. Un an plus tard, l'Association des Egyptiens au Luxembourg s'est créée, une conséquence indirecte des événements. L'un de ses membres, Hany Heshmat revient sur les événements qui ont bouleversé son pays.



SIT-IN PLACE
TAHRIR AU CAIRE,
28 JUILLET 2011.
SUR LA
BANDEROLE :
« COALITION DES
ARTISTES DE LA
RÉVOLUTION »
© ASSOCIATION
DES ÉGYPTIENS

Pourquoi créer une association d'Égyptiens au Luxembourg ?

Les Égyptiens ne sont pas nombreux au Luxembourg. Il fut un temps où je pensais même être le seul. La révolution de l'année dernière nous a cependant rapproché, notamment à l'occasion de deux manifestations organisées en soutien aux révolutionnaires. L'idée nous est venue de fonder une association pour organiser des activités ensemble, se retrouver dans un cadre convivial. Une association qui ne serait pas à but politique ni religieux mais avec comme objectif de promouvoir la culture égyptienne. Le fait que la communauté égyptienne se structure ici maintenant est l'un des effets de la révolution. Une prise de conscience générale s'est faite dans la population égyptienne, y compris dans les communautés à l'étranger. L'apathie, l'immobilisme, qui étaient très présents dans la société égyptienne ont en quelque sorte été balayés. Réussir à pousser Moubarak à la démission nous a rendu une certaine fierté. Même si le trajet reste encore long, notre principale victoire jusqu'à maintenant est que la population égyptienne a retrouvé de la dignité et cela se ressent jusque dans nos contrées.

Quelles furent les causes de la révolution ?

Elles sont multiples. Les trente ans de dictature de Moubarak sont une cause importante, mais je pense que ce n'est pas la principale. L'Égypte connaît depuis les années 1990 une

crise économique assez féroce. Une vague de libéralisation a fait qu'une grande partie de la population a vu son niveau de vie se dégrader alors que celui-ci était déjà relativement bas. Les conditions de travail se sont également détériorées ainsi que les services. La corruption, les scandales financiers, ont suscité l'exaspération sociale. L'insolente richesse de la classe dirigeante a attisé les tensions. Il y a eu des prémisses à la révolution, comme des grèves massives dans certaines très grosses usines étatiques, notamment textiles à Mahallah, ou des mouvements de contestation politique, comme le mouvement Kifaya (« Ca suffit ») en 2005, qui s'opposait à la réélection de Moubarak.

Entre 2005 et 2010, les Frères Musulmans qui sont une force politique assez organisée en Égypte disposaient de 88 sièges avec l'étiquette d'indépendants. En décembre 2010, lors des dernières élections parlementaires, il y eu une fraude massive de la part du gouvernement et les Frères musulmans sont passés de 88 à 0 sièges, ce qui a déclenché une très grosse désillusion puisqu'il n'y avait plus non plus d'alternative politique au niveau du Parlement. Puis il y a eu l'étincelle tunisienne...

Quelles ont été les forces vives de la révolution ?

La population égyptienne a fortement augmenté ces 30 dernières années.

L'Égypte a une population très jeune, qui connaît un taux de chômage important. L'inconscient collectif de cette jeunesse a été marqué par l'absence totale d'avenir. Ils se sont retrouvés un peu à l'avant garde de la révolution et ont réussi à s'organiser en réseaux. Au moment des récentes élections parlementaires, il y eu une grosse déception puisque le parti qu'ils avaient créé n'a récolté qu'un siège. Le boycott des élections a un moment été évoqué parce qu'énormément d'argent a été investi par des hommes d'affaires, les Frères musulmans, les grands gagnants de ces élections, notamment, ont bénéficié d'un gros financement. Les jeunes ont vite pris conscience que ce genre d'élections est gagné si on a de l'argent et de bonnes relations. Surtout dans un pays où après trente ans de dictature, la culture politique du débat n'existe pas encore pour la plupart des gens. Le principal est qu'ils soient tout de même arrivés à rester structurés, à prendre des initiatives, à mobiliser. Leur dernière campagne s'intitule « Ils mentent », sous entendu le Conseil militaire. Ils vont dans les villes montrer des vidéos compromettantes sur la répression des militaires. Car depuis la chute de Moubarak, 12 000 civils ont été jugés dans des tribunaux militaires et les méthodes répressives de l'ancien régime sont toujours utilisées. Les femmes s'organisent également. En décembre, une jeune manifestante a été molestée par les militaires et plu-

sieurs militantes ont été emprisonnées et tabassées par la police ou l'armée. Du temps de Moubarak aussi, c'était une stratégie courante d'harcéler les femmes dans la rue, du harcèlement sexuel, notamment, et cela a beaucoup marqué la société. Plusieurs milliers de femmes ont réagi en manifestant. Le rôle des syndicats et des mouvements ouvriers est souvent négligé. Quelques jours avant la chute du raïs, de nouvelles grèves massives ont paralysé les secteurs clés de l'économie, notamment au Canal de Suez et c'est elles qui ont selon moi précipité le départ de Moubarak. Depuis la chute du régime, de nombreux syndicats indépendants ont vu le jour, alors qu'avant ils étaient entièrement contrôlés par le pouvoir. Ces syndicats sont très actifs et c'est un élément à ne pas négliger pour l'avenir.

Un an après la chute de Moubarak, le Conseil militaire, et ainsi l'ancien système politique est toujours en place...

L'armée est intervenue lors de la révolution pour sauvegarder un système

politico-économique qui joue en sa faveur parce que ces généraux font partie de l'élite économique du pays. En juillet dernier, un sit in s'est installé de manière durable place Tahrir avec, entre autres, des familles des martyrs de la révolution qui exigeaient la justice. La veille du premier jour du ramadan, les militaires sont intervenus avec une violence féroce. A partir de là, la confiance entre la population et l'armée s'est effritée. Les gens commencent à prendre conscience que les militaires tentent de sauvegarder leurs intérêts. Le maréchal Tantawi, le chef du Conseil militaire, qui joue le rôle du président actuellement, a été le ministre de la Défense de Moubarak pendant vingt ans. On se demande comment il pourrait défendre les idéaux de la révolution.

Des élections présidentielles sont néanmoins prévues d'ici le mois de juin...

Oui. Mais l'incertitude règne et c'est justement cela qui provoque les manifestations et qui mobilise beaucoup de monde contre le Conseil militaire. Il était prévu que le nouveau parlement, mis en

place il y a quelques semaines, nomme une constituante chargée d'écrire une nouvelle constitution et de modifier le système du « tout pouvoir à la présidence ». Dans quelle mesure les militaires vont-ils accepter cela ? Ils voulaient à un moment nommer une partie de la constituante et avaient notamment publié un document de principes supra constitutionnels, où entre autres ils auraient une indépendance sur leur budget. Sous-entendu : comment gérer sans contrôle démocratique 1,2 milliard de dollars d'aide militaire américaine. C'est une série de démarches comme celle là qui met le feu aux poudres et c'est pour cela que la révolution doit continuer.

Propos recueillis par Kristel Pairoux lors de l'émission *Un autre regard* diffusée le 6 février sur les ondes de Radio Latina

Association des Égyptiens au Luxembourg
8, rue Bannett L - 3414 Dudelange
Samir Tanios (Président) : +352 621273469
Hani Nasser (Vice-président) : +352 621273469

L'association sera présente au 29^e Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté avec un stand.

... Agenda

SOIRÉE « PALESTINE »

Le 14 mars à partir de 18h30
Kulturfabrik, Esch/Alzette
De 18h30 jusqu'à 20h : repas oriental (10 euros), réservation obligatoire. A partir de 19h30 :
- Présentation d'un projet de soutien au centre psychosocial pour les enfants du camp de réfugiés de Jénine
- Témoignages, danses et chants traditionnels palestiniens par l'association Not To Forget du camp de réfugiés de Jénine
- Théâtre d'expression corporelle avec musiques traditionnelles de Bosnie-Herzégovine par l'association Krila-nade de Sarajevo
- Danses traditionnelles touareg avec l'orchestre Imanan.
Infos et réservations, tél. (+352) 691 819 306 ou paixjuste@yahoo.com
Organisée par le Comité Pour une Paix Juste au Proche-Orient

SOIRÉE LITTÉRAIRE « MILLEFEUILLES »

Le 15 mars à 20h, Médiathèque de la Caixa Geral de Depósitos, Luxembourg
La soirée sera placée sous le thème : « L'âme du Sud ».
Organisée par la CCPL, la Maison des Associations, l'Institut Culturel Luxembourgeois-Péruvien et African Women Movement.

« CAFFÈ » LITTÉRAIRE DU CENTRE CATALÀ LUXEMBOURG

Au Centre Català (88, rue de la Semois, Luxembourg)
- Le 15 mars à 19h rencontre autour du roman « Cambres d'acier inoxydable » de Ferran Torrent.
- Le 16 avril à 19h, rencontre autour de l'ouvrage « Amb ulls americans » de Carme Riera
Le Centre Català participera également au Salon du livre et des cultures avec la venue

de l'écrivain Jordi Soler et au Printemps des poètes (du 20 au 22 avril) avec la venue du poète Àlex Susanna.

DINER DANSANT DE CARNAVAL
Le 16 mars à 20h, Commission européenne (Bât. Jean Monnet) Luxembourg-Kirchberg
Buffet froid et chaud, orchestre de Marie Sambora. Réservation : luc.linster@ec.europa.eu
Organisé par le Cercle Culturel des Institutions Européennes

CONCERT : VILLU VESKI ILIFE JAZZ PARTY feat. HEDVIG HANSON

Le 23 Mars à 21h, Club Melusina, Luxembourg (145 r. de la Tour Jacob)
Villu Veski – saxophones, claviers, ordinateurs – présente son nouveau projet en solo : dance-floor jazz, house intégrant nouveau jazz, sons brésiliens, argentins, rythmes nordiques

ainsi que séquences vidéo. Hedvig Hanson est une chanteuse estonienne de jazz qui, dans l'écriture et l'interprétation des chansons, est inspirée par le jazz impressionniste, la musique rythmique ainsi que la musique du monde. Dans sa voix et sa musique, on entend des influences brésiliennes et une esthétique nordique. Réservations: www.les.lu
Organisé par l'Association Luxembourg-Estonie

PAROLES CONCERTÉES : LOLA LAFON

Le 23 mars à 20h30, CarréRotondes Luxembourg
Artiste des révoltes, Lola Lafon chante en français, italien et roumain et donne à sa musique des échos balkaniques. Elle lira aussi des extraits de son roman *Nous sommes les oiseaux de la tempête qui s'annonce*.

... Agenda

AFRIKAFESTIVAL ESCH

Du 23 au 25 mars, Kulturfabrik, Esch/Alzette

– **Vendredi 23 mars** : à 20h, danses africaines par les classes de Marielle Durupt ; à 20h45, spectacle chorégraphié et dansé par le danseur sud-africain Tebby W.T. Ramasike, *If you can't chain my soul, then chain de world !* ; à 22h, le groupe Kankélé fondé par Oumarou Bambara, le virtuose burkinabé du balafon

– **Samedi 24 mars** : à 20h30, percussions par les élèves de Mostafa Zrika ; à 21h, danses par les élèves de Tebby W.T. Ramasike ; à 22h : Hugues Anoi & Wouissa Group (Percussions, chants et danses de Côte d'Ivoire)

– Les 24 mars et 25 mars, stage de danse africaine Spécialités culinaires & boissons africaines.

Programme: www.kulturfabrik.lu

NUIT BLANCHE DE L'HUMOUR NOIR

Le 24 mars à 20h, CCRN

Abbaye Neumünster, Luxembourg

Chiche l'Afrique proposé par Gustave Akakpo, imitateur qui convoque une pléiade de

dictateurs ou d'élus aux mains propres (!). Une chronique sans concession à l'égard des politiques qui ont fait et qui font encore la FrancAfrique.

Amou Tati à l'Etat proposé par Tatiana Rojo qui offre un point de vue singulier sur la société européenne à la fois piquant et rafraîchissant.

Organisé en collaboration avec l'association Rêves d'Afrique.

DÎNER DANSANT

Le 24 mars à 20h,

Kulturschapp, Ehlerange

Dîner animé par l'orchestre de musique italienne *Tutti i Colori*. Réservations, tél + 621 248 650 Organisé par l'asbl ARULEF.

COURS DE FRANÇAIS

Session avril-juin 2012

Inscriptions : les 28 et 29

mars, de 9h à 12h au Clae, 26 rue de Gasperich, Luxembourg

Le Clae services asbl organisera à partir du mois d'avril une nouvelle session de cours de français pour débutants et faux débutants. **Horaires :**

– Débutants (40h), lundi et mercredi, de 13h30 à 15h30, du 16 avril au 20 juin

– Débutants (40h), mardi et jeudi, de 10h à 12h, du 17 avril au 21 juin

– Débutants (40h), mercredi et vendredi, de 9h à 11h, du 18 avril au 22 juin

– Débutants (40h), mardi et jeudi, de 18h à 20h, du 17 avril au 21 juin

– Faux-débutants (40h), mardi et jeudi, de 14h à 16h, du 17 avril au 21 juin

– Faux-débutants (40h), mercredi et vendredi, de 14h à 16h, du 18 avril au 22 juin

Les frais d'inscription sont fixés à 80 euros par session. Une réduction du droit d'inscription (5 euros par session) est accordée, sur présentation des pièces justificatives, aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM, les bénéficiaires du RMG, les demandeurs de protection internationale, les signataires d'un CAI. Informations, tél. : 29 86 86-1

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE DU SÉNÉGAL

Le 7 avril à partir de 12h, Brasserie CCRN Abbaye Neumünster, Luxembourg

Placée sous le patronage de Mme Martine Ndiaye, cette 4^e édition propose un programme de danses et musiques, un débat sur la situation politique actuelle du Sénégal ainsi que de la gastronomie sénégalaise. Entrée libre

Organisée par LADS-Lux Action et Développement au Sénégal

ZAUBER-TUTTIFRUTTI

Bibliothèque interculturelle

« il était une fois », rue Tony Bourg, Luxembourg-Gasperich

Atelier de contes pour enfants de 7 à 9 ans animé par Betsy Dentzer, pédagogue de théâtre et conteuse aux dates suivantes : mardi (17/04, 24/04) et jeudi (19/04, 26/04) de 15h00 à 17h00

Une présentation aura lieu le samedi 28 avril à 15h00

Participation : 90,00 euros€ par enfant.

Infos : www.iletaitunefois.lu

SANT JORDI

Au Centre Català Luxembourg (88, rue de la Semois, Luxembourg)

– Le 22 avril à 16h, atelier pour enfants autour de Sant Jordi

– Le 23 avril, à partir de 16h, stand de vente de livres et roses ; à partir de 20h, dîner de Sant Jordi, lecture poétique et remise de prix du concours littéraire « Sant Jordi a mil ».

LES ASSOCIATIONS

CATALANES DANS LE MONDE

Le 26 avril à 19 h, au Centre Català Luxembourg (88, rue de la Semois, Luxembourg)

Conférence de Josep-Lluís Carod-Rovira, ancien Vice-président de la Catalogne.

FLAMENCO FESTIVAL ESCH

Du 03 au 13 mai,

Kulturfabrik, Esch/Alzette

Le Circulo cultural Español Antonio Machado et la Kulturfabrik Esch présentent la 7^e édition du FlamencoFestivalEsch. Créé en 2006, le festival inclut des spectacles de danse, de chant et de guitare, ainsi que des stages (danse niveau débutant, danse niveau avancé, palmas, chant et guitare). Sans oublier les apéros tapas et les soirées paella !

Programme: www.kulturfabrik.lu

PORTE OUVERTE DU CENTRE DE RENCONTRE AMIGO

Le 5 mai, de 12h à 18h, 133 rue de Mühlenbach, Luxembourg

La porte ouverte est une occasion de connaître les activités du centre de rencontre avec les jeunes de toutes nationalités. Infos, tél (+352) 42 17 27

FETE DES ATELIERS DES CULTURES

Le 20 mai, de 12h à 19h, CCRN Abbaye Neumünster, Luxembourg

20 classes de lycées secondaires techniques et une dizaine d'associations présenteront au public le résultat de leur travail avec les artistes du Sud. Consultez le programme sur www.ateliersdes-cultures.lu

Organisée par l'ASTI et l'ASTM.

la clae présente

12^e SALON

DU LIVRE ET DES CULTURES

DU LUXEMBOURG

16/17/18 MARS 2012

*nouveaux mondes
nouvelles cultures*

Le 12^e Salon du livre et des cultures du Luxembourg vous invite à rencontrer une centaine d'écrivains

venus de plusieurs pays,
une trentaine d'éditeurs
de France, de Belgique,
de Suisse et du Luxembourg,
des distributeurs
et diffuseurs,
des associations
pour découvrir
les littératures lusophones,
hispaniques, africaines, péruviennes,
germanophones, francophones,
catalanes, polonaises, italiennes,
luxembourgeoises, iraniennes, albanaises,
grecques, russes, bosniaques, monténégrines,
croates, chinoises, galiciennes, maltaises,
panaméennes,...

29^e FESTIVAL DES MIGRATIONS DES CULTURES ET DE LA CITOYENNETÉ

INFO +352 29 86 86-1
www.clae.lu

LuxExpo LUXEMBOURG-KIRCHBERG

Soutenez le bulletin en vous abonnant ! L'abonnement est de 10 euros / pour 6 numéros (10 eur/an). Pour cela, il vous suffit d'effectuer un virement sur le CCP CLAE Services asbl IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 avec la mention : abonnement horizon.

Horizon est édité par l'asbl CLAE Services

26, rue de Gasperich L-1617 Luxembourg tél. (+352) 29 86 86-1 – fax (+352) 29 86 01
migrations@clae.lu – www.clae.lu – Coordination : Claudine Scherrer
Impression : Reka – Diffusion : 5.000 exemplaires – Parution 6 fois par an

Publié avec le soutien de l'OLAI - L'opinion exprimée dans cette publication ne reflète pas nécessairement la position officielle de l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration / Ministère de la Famille et de l'Intégration.